

001
Dec 1981, 23, No 4

1- Déclaration franco-mexicaine au Conseil de sécurité des Nations-Unies (28 août 1981)

Convaincus qu'il appartient au peuple salvadorien, et à lui seul, de trouver une solution juste et durable à la crise profonde que traverse ce pays, mettant ainsi fin au drame que vit la population;

Conscients de leurs responsabilités en tant que membres de la communauté internationale et s'inspirant des buts et des principes de la Charte des Nations-Unies;

Tenant compte de l'extrême gravité de la situation actuelle et de la nécessité de changements fondamentaux dans les domaines sociaux, économiques et politiques;

Les gouvernements français et mexicain reconnaissent que l'alliance du Front Farabundo Marti pour la libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire constitue une force politique représentative, disposée à assumer les obligations et à exercer les droits qui en découlent. En conséquence, il est légitime que l'alliance participe à l'instauration des mécanismes de rapprochement et de négociation nécessaires à la solution politique de la crise;

Les gouvernements français et mexicain rappellent qu'il appartient au peuple du Salvador d'engager un processus de solution politique globale dans lequel sera établi un nouvel ordre interne, seront restructurées les forces armées et seront créées les conditions qui assurent le respect de la volonté populaire, exprimée à travers des élections authentiquement libres et d'autres mécanismes propres à un système démocratique;

Ils lancent un appel à la communauté internationale pour que, notamment dans le cadre des Nations-Unies, celle-ci assure la protection de la population civile selon les normes internationales applicables et facilite le rapprochement entre les représentants des forces politiques salvadoriennes en lutte, afin de rétablir la concorde dans ce pays et afin que soit évitée toute ingérence dans les affaires intérieures du Salvador.

2- Communiqué de la Conférence épiscopale salvadorienne (4 septembre 1981)

Au peuple salvadorien et aux conférences épiscopales du monde.

C'est avec stupeur que nous avons pris connaissance du communiqué que les gouvernements français et mexicain ont présenté à l'ONU, communiqué dans lequel ils reconnaissent le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) comme force politique représentative du peuple salvadorien, et proposent des modes de règlement des problèmes intérieurs d'El Salvador.

Nous sommes témoins que, dans notre pays, une petite partie du peuple sympathise avec le FMLN et le FDR; celui-ci a perdu son

soutien populaire et s'emploie actuellement à semer la terreur dans la population, portant ainsi atteinte à l'économie de la nation par la destruction des biens et des services du peuple; et cela, pour tirer profit sur le plan politico-militaire, créer les conditions de la prise du pouvoir et imposer la dictature marxiste-léniniste.

Nous considérons la déclaration franco-mexicaine comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays, puisqu'elle qualifie tel groupe politique de représentatif du peuple salvadorien. Les conséquences possibles d'un tel acte sont les suivantes: la recrudescence de la guerre d'usure, avec l'augmentation conséquente du nombre des morts; la destruction accrue de biens et l'accroissement du nombre des personnes acculées à la misère; la radicalisation des groupes sociaux, rendant plus difficile la recherche de la paix; ainsi que l'internationalisation rapide du conflit.

Comme évêques d'El Salvador, nous défendons le droit à l'autodétermination de notre nation. Nous condamnons du même coup toute intervention dans les affaires internes du pays. Nous rejetons, en conséquence, l'acte d'intervention des gouvernements français et mexicain. Nous demandons à tous les pays du monde leur collaboration positive à la recherche de la paix que nous désirons.

San Salvador, le 4 septembre 1981
 José Eduardo Alvarez, C.M.
 président de la Conférence épiscopale
 salvadorienne
 Freddy Delgado A.
 secrétaire général

* * * * *

3- Position de Mgr Rivera, administrateur apostolique de San Salvador (6 septembre 1981) (Extrait de son homélie)

Le texte de l'évangile de ce dimanche nous parle de la correction fraternelle et du dialogue comme moyens de parvenir à une vie sociale et communautaire. Pour en faire une application concrète à notre situation nationale, j'ai choisi la nouvelle qui m'a semblé la plus significative.

La nouvelle qui a occupé tous les moyens d'information du pays, la radio, la presse écrite et la télévision, c'est la déclaration conjointe du Mexique et de la France par laquelle le FMLN et le FDR sont reconnus comme force politique représentative.

Nombre de personnes et de groupes ont donné leur version et leur opinion dans les médias. Je pense que votre serviteur a aussi un mot nuancé à dire sur la question. Ma parole n'est pas l'expression d'un langage politique, diplomatique ou technique, ni non plus le reflet d'une position de parti. On n'attend pas cela de l'Eglise. Sa parole est celle de "l'Eglise d'Amérique latine (qui) se sent intimement et réellement solidaire de tout le peuple du continent" (Puebla, 162), dans la perspective de l'Evangile et du choix prioritaire des pauvres. C'est avec "les yeux de la foi et notre coeur de pasteurs" que nous nous situons dans "la réalité de notre peuple" et nous demandons "quel est